

Lorsque la droite boude Chirac...

Bernard Girard, bonjour. Vous avez ce matin choisi de nous parler d'un livre sorti il y a quelques semaines...

Nos librairies sont actuellement pleines de livres qui s'interrogent sur le modèle français et qui le critiquent, d'un point de vue de droite, avec le plus souvent beaucoup de vigueur. Il y a eu le livre de Baverez sur notre déclin dont on a beaucoup parlé¹, celui de Drancourt et Brulé au titre explicite : *Service public, sortir de l'imposture*², celui de Bernard Zimmern au titre tout aussi explicite, *La dictature des syndicats*³, et celui, enfin, de Thierry Desjardins que j'ai choisi de vous présenter ce matin parce qu'il me semble donner un bon éclairage sur ce que l'on peut penser aujourd'hui à droite.

Quel est le titre de ce livre ?

*Monsieur le Président, c'est une révolution qu'il faut faire*⁴. Comme son titre l'indique, ce livre se présente comme une adresse à Jacques Chirac. Son auteur, Thierry Desjardins a été reporter, directeur de France-Soir, directeur au Figaro, il a écrit de nombreux livres, des biographies et plusieurs pamphlets qui ont tous eu du succès. Il représente bien, je crois, ce que pense tout un pan de l'électorat traditionnel de la droite, ce que pensent tous ces gens qui ont été gaullistes et sont aujourd'hui chiraquiens. Qui le sont, j'ai envie de dire, malgré tout. Toute la première partie de ce livre, qui est par ailleurs bien écrit et d'une lecture agréable quand ce n'est pas amusante, toute la première partie de ce livre est une critique extrêmement sévère de Chirac et de son gouvernement. Raffarin est comparé à Pétain, ce qui pour un gaulliste n'est pas certainement pas un compliment, Chirac à Daladier : son succès dans l'opinion au moment de l'affaire irakienne ne vaut, nous dit Desjardins, guère plus de celui de Daladier au moment de Munich. Ferry est traité d'incompétent et Sarkozy vivement critiqué pour sa politique corse et pour les mesures prises pour organiser l'Islam.

Et vous dites que c'est un chiraquien ?

Il est vrai qu'avec des amis pareils, on n'a pas forcément besoin d'ennemis. Un socialiste ne serait sans doute pas plus sévère. Le ton de ces critiques est, d'ailleurs, assez surprenant. On a l'impression d'avoir affaire à un électeur de droite non pas déçu mais désabusé. Il ne s'attendait probablement pas à mieux. On a, à le lire, le sentiment que Desjardins et, avec lui, les électeurs de Chirac savent à quoi s'en tenir. Ils aiment bien leur éternel candidat et votent pour lui tout en sachant qu'il va les décevoir. Mais ces critiques sont concentrées dans le premier chapitre. Tout le reste du livre est consacré un rappel aussi vif que documenté, le livre est épais, il fait plus de 450 pages, de ce qu'attendaient les électeurs de droite, peut-être pas de toute la droite, mais de ce que l'on pourrait appeler la droite républicaine, moderne et laïque. On ne trouve dans ce livre aucune trace :

- de la pensée de la droite catholique qu'illustrent des gens comme Philippe de Villiers, Christine Boutin ou, dans le gouvernement actuel, le ministre de la famille Christian Jacob, ou celui de l'agriculture, Hervé Gaymard ;

¹ La France qui tombe, Tempus, 2003

² JC.Lattès, 2004

³ Albin Michel, 2003

⁴ Albin Michel, 2004

- ni de la pensée d'inspiration populiste que l'on trouve au Front National mais aussi dans les projets de Perben sur la justice.

En fait, Thierry Desjardins développe des thèmes de droite traditionnels, comme le déclin ou la critique de l'assistanat et de la fonction publique... En ce sens, il est assez proche du libéralisme qu'a longtemps défendu Madelin, mais il s'agit d'un libéralisme fortement teinté de poujadisme et d'autoritarisme.

Vous parliez du déclin, c'est tout le thème du livre de Nicolas Baverez sur la France qui tombe...

Cette idée de déclin fait partie du bagage intellectuel de la droite depuis longtemps. Elle a été beaucoup utilisée dans les années trente par tous ceux qui parlaient de décadence morale comme fait, d'ailleurs, aujourd'hui, la droite chrétienne. Desjardins, Baverez s'intéressent plutôt à la dimension économique. Ils s'appuient sur des chiffres, ce qui donne un côté scientifique à leurs affirmations sans, d'ailleurs, les rendre plus fiables...

Vous semblez sceptique...

Je le suis. Pour ne prendre que cet exemple : comment parler de déclin alors que, par exemple, l'espérance de vie a augmenté massivement ces trente dernières années ? Jacques Marseille, qui est économiste et qui partage, pour l'essentiel, des positions libérales, vient de publier un livre, *La Guerre des deux France*⁵, qui tord le cou à ces idées.

Mais revenons au livre de Desjardins. Tous ses développements sur le déclin l'amènent à désigner un coupable : l'administration, la fonction publique et ce qu'il appelle les ronds de cuir.

C'est comme cela que Courteline appelait les fonctionnaires...

Bien sûr. La critique n'est pas nouvelle, mais elle est menée ici avec verve. Ce livre est presque toujours amusant, souvent savoureux et, parfois même, convaincant. Desjardins s'en prend au nombre de fonctionnaires qu'il calcule de manière approximative, ce qui lui permet d'en rajouter quelques centaines de milliers, au poids des impôts, à celui des charges sociales, toutes choses classiques. Il s'en prend également au statut protecteur des fonctionnaires, à leurs avantages acquis et remet, au fond, à jour la vieille thématique poujadiste qui opposait ceux qui vivent dans l'incertitude du lendemain à ceux qui vivent dans la sécurité. Je dis remise à jour parce que les petits commerçants, les indépendants, les professions libérales qui intéressaient Poujade ont cédé la place aux salariés condamnés à la précarité. Le monde a changé : l'incertitude économique qui était hier le quotidien des professions indépendantes est aujourd'hui celui des salariés du secteur privé.

Ce genre de critique de l'administration n'est pas très originale

Ce serait effectivement banal, si Desjardins s'en tenait aux enseignants et aux fonctionnaires du fisc, mais il critique également les policiers, ce qui est plus original, surtout à droite. Il montre, par exemple, que nous avons plus de policiers par habitant que nos voisins, alors que la délinquance est plutôt plus importante chez nous. Il fait l'énumération de toutes les armes dont dispose la police, ses véhicules blindés, ses canons à eau... et oppose à cette abondance de moyens l'inefficacité des policiers, leur refus de pénétrer dans les quartiers où des vieilles dames se font attaquer par des voyous équipés d'opinel ou de coups de poing américains. Deux syndicats de policiers ont d'ailleurs protesté auprès de Nicolas Sarkozy contre, je cite, « l'attaque haineuse » portée contre les forces de l'ordre.

⁵ Plon, 2003

Desjardins s'en prend également à l'Etat providence, à ce qu'il appelle la société d'assistance... Il vise le RMI, les allocations familiales, les allocations chômage, l'assurance maladie, les prestations sociales, les aides apportées aux entreprises, aux cultivateurs...

Il veut les supprimer ?

Non, mais les réorganiser. Il explique à plusieurs reprises qu'il faudrait supprimer les prestations accordées aux plus riches, qu'il s'agisse d'assurances maladies ou d'allocations familiales.

Ce n'est pas forcément absurde.

C'est une idée qui peut se défendre, mais dont les gouvernements de droite se méfient parce qu'ils savent bien que leurs électeurs sont tout autant attachés à l'Etat providence que ceux du Parti Socialiste. Les protestations des beaux quartiers lorsque le gouvernement Jospin a supprimé l'AGED, qui permettait de financer des employées de maison ont bien montré qu'il n'y a pas que les pauvres qui profitent des aides publiques.

Mais les attaques les plus vives sont dirigées contre les syndicats. C'est d'ailleurs sur ce point que ce livre est le plus intéressant.

Parce qu'il avance des critiques nouvelles ?

Non, ses critiques sont classiques. On les retrouve dans le livre de Bernard Zimmern que je citais tout à l'heure. Les syndicats n'ont, nous dit-il, pas abandonné le projet de changer de société, ils ne représentent personne et recrutent surtout chez les fonctionnaires qui ne risquent rien... C'est l'objectif qui poursuit Desjardins en conduisant cette critique qui me paraît intéressant. Il mène sa charge anti-syndicale sans la moindre nuance, avec une violence qui étonne au premier abord. Pourquoi s'en prendre avec autant de virulence à des organisations dont chacun connaît les difficultés ? Tout s'éclaire lorsque l'on comprend qu'il vise en réalité le dialogue social qui rend, à ses yeux, impossibles les réformes radicales, révolutionnaires qu'il juge nécessaires. A quoi bon, dit-il, avoir donné à l'UMP tous les leviers si, une fois au pouvoir, ses dirigeants se précipitent pour négocier avec des syndicats ?

En général, on présente plutôt le dialogue comme quelque chose de positif et l'on aurait plutôt tendance à reprocher au gouvernement de ne pas dialoguer suffisamment...

Desjardins prend exactement le contre-pied de ces thèses. Il critique vivement cette volonté affichée de Chirac, Raffarin, Fillon, de dialoguer. Et il la condamne parce que négocier, c'est tout simplement accepter de revoir à la baisse ses ambitions, d'affadir son programme. Jamais, dit-il en substance, la droite ne pourra mettre en œuvre les mesures qu'elle juge utiles si elle commence par les négocier avec des partenaires sociaux qui y sont, par définition, opposés. Les Français, nous dit-il, ont voté, ils ont exprimé leurs préférences pour une politique. Il est inutile de discuter, il faut agir. Il affirme, au fond, la prééminence du politique sur la société civile. Et, ce faisant, il nous donne, une des clefs du malaise actuel de la droite. Un malaise qui n'est pas sans rappeler celui des électeurs de gauche dans les années Jospin. Souvenez-vous : les électeurs de gauche les plus déterminés, les intellectuels, ont très vite critiqué le gouvernement trouvant qu'il ne menait pas une politique suffisamment à gauche, qu'il se préoccupait trop de l'opinion des marchés, des patrons, ce qui a nourri l'abstention et le vote d'extrême gauche qui ont tué Jospin.

Il se produit actuellement la même chose avec la droite : ses électeurs lui reprochent de trop écouter les syndicats. Elle a tous les pouvoirs, le pouvoir économique, le pouvoir politique, l'Elysée, l'Assemblée Nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel, elle maîtrise et contrôle toutes les institutions de la République et, cependant, elle échoue à mener à bien la politique qu'ils attendent. En fait, la droite se heurte au principe de réalité, un peu comme la gauche il y

a quelques années. Et ceci explique les alternances successives. Lorsqu'une majorité arrive au pouvoir et veut appliquer son programme, elle doit mettre de l'eau dans son vin, se plier à des contraintes, aux lois du marché pour la gauche, aux résistances de la société pour la droite. Ce qui fait parfois dire qu'elle semble faire la politique de son opposition. En fait, elle se contente de tenir compte de la complexité de nos sociétés. Mais ce faisant, elle déçoit ses partisans, alors même que les mesures qu'elle prend, aussi timides puissent-elles paraître aux yeux de ses amis, exaspèrent ses adversaires et les mobilisent. Et pour peu que la droite et la gauche pèsent à peu près du même poids, ce qui est actuellement le cas en France, il y a alternance aux élections suivantes. La gauche a été battue il y a deux ans par la démobilisation de ses électeurs et par la détermination de la droite. Tous ces livres qui paraissent actuellement font penser que la même mésaventure pourrait arriver demain à la droite.